

# Delanoë prône un opérateur public unique pour l'eau de Paris

Challenges.fr | 05.11.2007 | 18:47 |

**Actuellement, la société Eau de Paris est chargée de la production et du transport de l'eau, mais sa distribution est assurée par Veolia et Suez.**



**Bertrand Delanoë (c) Reuters**

Bertrand Delanoë annonce, lundi 5 novembre, qu'il souhaite confier "à un opérateur public unique" la responsabilité du cycle de l'eau à Paris.

Conséquence directe: la ville devrait étendre à la distribution ses actuelles compétences sur la production de l'eau.

Actuellement, la société Eau de Paris (SEM de la Ville) est chargée de la production et du transport de l'eau, mais sa distribution est assurée par Véolia et Suez.

Le maire de Paris, candidat à sa réélection, précise dans un communiqué que la municipalité sera amenée "dès après les élections municipales de mars 2008, à arrêter ses choix sur la future organisation de ce service public essentiel", les délégations de service public arrivant à échéance fin 2009 et fin 2011.

## **Régie municipale à autonomie financière**

L'opérateur unique prendrait "la forme d'une régie municipale à autonomie financière", qui serait soumise "à des obligations contractuelles précises quant à la qualité du service et à la maîtrise de ses coûts, avec pour objectif la stabilité du prix de l'eau (pour la partie dépendante de la Ville) au moins pendant la prochaine mandature", indique le communiqué du maire.

La régie ferait appel au savoir-faire technique des "groupes industriels privés" pour "des missions ponctuelles ou spécifiques, ou sous la forme de marchés publics concernant par exemple les travaux ne relevant pas de l'entretien courant".

A Paris, le prix de l'eau s'élève à 2,71 euro le m<sup>3</sup> TTC. Selon Bertrand Delanoë, ce tarif place la capitale dans "la fourchette basse de la moyenne nationale". Ce prix est de "1 euro moins cher que le prix facturé par le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (Sedif)".

L'UFC-Que Choisir, qui a récemment dénoncé des "prix abusifs" de l'eau (le Sedif ayant la palme de la surfacturation), avait appelé les élus à favoriser la gestion publique.

Les élus Verts et communistes se sont prononcés pour un retour en régie publique.